

Analyse Coface de la situation macro et microéconomique de l'Algérie

POINTS FORTS

Le pays dispose de richesses naturelles importantes (pétrole, gaz).

L'Europe assure à l'Algérie un immense marché pour son pétrole et son gaz.

Un Fonds de Régulation des Recettes Pétrolières est destiné à faire face à une situation de retournement de conjoncture.

Le pays est engagé dans un processus de libéralisation de l'économie et de désendettement (la majeure partie de la dette rééchelonnée en Club de Paris a été remboursée par anticipation en 2006).

POINTS FAIBLES

L'économie reste dépendante du secteur des hydrocarbures.

Les dépenses budgétaires demeurent rigides en raison du poids des entreprises publiques non rentables, dont les effectifs sont pléthoriques.

Le taux élevé du chômage est un facteur de tensions sociales. Sa réduction est un objectif prioritaire.

Les demandes sociales sont élevées et constituent une contrainte forte sur l'économie.

Le déficit en infrastructures, les lourdeurs bureaucratiques et les carences du système bancaire pénalisent les investissements.

APPRECIATION DU RISQUE

L'augmentation des capacités de production pétrolière et gazière et les prix élevés des hydrocarbures génèrent de solides excédents extérieurs et budgétaires. Cette manne pétrolière permet de financer un large programme de soutien de la croissance par les dépenses publiques et d'accélérer le désendettement extérieur tout en accumulant des réserves en devises. En 2006 et 2007, la croissance devrait rester bien orientée compte tenu des perspectives très favorables du marché pétrolier. L'accélération des investissements publics dans le cadre d'un Plan de Consolidation de la Croissance sur cinq ans (2005/09) devrait soutenir l'activité du secteur non pétrolier.

A plus long terme, une politique systématique d'épargne, avec la mise en réserve du surplus des recettes pétrolières de l'Etat doit permettre une croissance stable et la poursuite d'investissements publics en cas de baisse des cours pétroliers. Cependant, l'économie demeure dépendante du secteur énergétique et peine à se diversifier. Il subsiste des freins à l'émergence d'un secteur privé (secteur bancaire archaïque, niveau de formation insuffisant et carences de l'administration).

Les autorités ont entrepris des réformes et disposent pour ce faire de bonnes marges de manœuvre grâce à une meilleure stabilité politique et à une conjoncture pétrolière favorable. Toutefois, le processus prendra du temps compte tenu de nombreux facteurs de blocage pouvant peser durablement sur leur aboutissement.